

ALLEMAGNE

Un adolescent tue 16 personnes dont 10 collégiens

L'Allemagne était sous le choc hier après un massacre provoqué par un adolescent de 17 ans qui a abattu au moins 16 personnes, dont 10 collégiens, avant d'être lui-même tué dans un échange de coups de feu avec la police. Il s'agit du pire massacre dans le pays depuis 2002 lorsque 16 personnes, dont 12 enseignants, avaient été tuées dans un lycée d'Erfurt (Est) par un élève en échec scolaire qui s'était donné la mort.

Le tueur, identifié par les médias allemands comme Tim Kretschmer, ancien élève du collège Albertville de Winnenden, près de Stuttgart (sud-ouest de l'Allemagne), a fait irruption vers 9h30 (8h30 GMT) dans l'établissement où il a tué neuf élèves âgés de 14 à 15 ans, ainsi que trois enseignantes, dont une jeune femme qui travaillait là depuis quatre semaines, selon la police. Un dixième élève est mort de ses blessures à l'hôpital.

Dans sa fuite, l'adolescent, armé d'un pistolet et vêtu d'une tenue camouflée noire, a tué trois passants, selon la police. «L'assaillant a tout simplement ouvert le feu à la ronde», a raconté un témoin non identifié cité par la chaîne d'information NTV.

«Il rechargeait constamment son arme. Quand les premiers policiers sont arrivés sur place, ils ont découvert des corps dans deux salles de classe», a expliqué le chef de la police Konrad Gelden. «Le tireur voulait détruire toute l'école», a déclaré à la presse le ministre de l'Intérieur de l'Etat régional du Bade-

Wurtemberg Heribert Rech. «Il n'y avait rien de particulier dans ses antécédents, rien qui puisse laisser penser qu'une telle chose était possible», a-t-il ajouté. S'exprimant à la télévision, la chancelière Angela Merkel a jugé «inconcevable» un tel massacre. Elle s'est dite «profondément choquée et horrifiée», selon son porte-parole Ulrich Wilhelm. Quant au président Horst Köhler, il a fait part de son «horreur» et de sa «tristesse», ajoutant que ses pensées et celles de son épouse allaient «aux victimes et à leurs familles». Le jeune homme, d'une famille aisée, a utilisé une arme appartenant à ses parents qui en possédaient 18, selon la police. Pour assurer sa fuite, tandis que la police appelait à la radio les automobilistes à ne pas prendre en charge d'auto-stoppeurs, le jeune tireur s'est emparé d'une voiture dont il avait chassé le chauffeur. Poursuivi par d'importantes forces de police, dont des tireurs d'élite assistés de chiens et d'hélicoptères, il a été rejoint 40 km plus loin dans un parking, où il est mort dans un



Photo : AFP

échange de coups de feu après avoir blessé deux policiers, selon les autorités. Durant la poursuite, l'école a été évacuée, tandis qu'une partie de la ville était bouclée et des parents bouleversés étaient pris en charge par des médecins dans une piscine proche du collège. Les autres écoles de la région ont été bouclées et les élèves interdits de sortie jusqu'en début d'après-midi. Des centaines de policiers ont fouillé les environs, y compris le domicile du suspect, dont la mère, selon les médias, était chez le coiffeur. Cette tuerie rappelle à l'Allemagne le cauchemar du 26 avril 2002 lorsqu'un élève de 19 ans avait tué 16 personnes à Erfurt avant de se donner la mort. Les lois sur la possession d'armes à feu avaient ensuite été durcies. En novembre 2006, un

drame similaire avait été évité de peu à Emsdetten (Nord-Ouest), lorsqu'un ancien élève dépressif, vêtu de noir et bardé d'explosifs, avait pris d'assaut le collège de la ville et blessé 37 personnes avant de se suicider. Deux mois plus tôt, un tireur âgé de 22 ans avait tué un principal de collège et blessé une autre personne à Freising, près de Munich (Sud). Aux Etats-Unis, un homme a abattu mardi au moins 10 personnes dans l'Alabama avant de retourner son arme contre lui, selon les autorités. En novembre 2007 et en septembre 2008, deux fusillades avaient fait près de 20 morts dans des lycées finlandais. Le gouvernement finlandais a annoncé hier qu'il allait prochainement soumettre au Parlement une loi pour renforcer la législation sur les armes.

IRAK

Trois soldats irakiens tués à Mossoul dans un attentat

Trois soldats irakiens ont été tués et 10 autres personnes blessées hier dans un attentat à la voiture piégée à Mossoul, un bastion d'Al-Qaïda, a indiqué à l'AFP un responsable de la police locale.

«Une voiture piégée visait une patrouille de l'armée irakienne dans le centre de Mossoul», a déclaré à l'AFP un officier de police. La voiture était garée près d'une faculté de médecine de Mossoul, à 370 km au nord de Bagdad. Deux soldats irakiens comptaient parmi les blessés. Mossoul, deuxième ville d'Irak, est considéré comme l'agglomération la plus instable du pays. Des éléments d'Al-Qaïda et des groupes d'insurgés fuyant

Falloujah et Bagdad s'y sont concentrés et perpètrent régulièrement des attaques et des attentats. Les armées irakienne et américaine y ont lancé dès mai 2008 une offensive mais peinent à pacifier la ville. Par ailleurs, un Irakien a été tué dans l'explosion d'une voiture piégée à Kirkouk, à 255 km au nord de Bagdad.

L'attentat s'est produit vers 14h00 GMT à une heure de grande affluence près d'une école primaire dans le centre de la ville, blessant également onze personnes, dont trois enfants. Riche en pétrole, la province de Kirkouk compte plusieurs communautés qui se disputent le pouvoir : des Kurdes, qui sou-

haitent son rattachement au Kurdistan irakien, des Turcomans, qui se considèrent comme ses habitants historiques, des Assyro-Chaldéens (chrétiens) ou des Arabes, souvent arrivés à l'occasion de la politique d'arabisation forcée de Saddam Hussein.

Ces attentats interviennent au lendemain de la mort d'au moins 33 personnes, dont deux journalistes, dans un attentat suicide visant des chefs de tribus et des responsables militaires irakiens à Abou Ghraïb, un ancien bastion de l'insurrection à l'ouest de Bagdad. Les violences en Irak, même si elles ont baissé d'intensité, restent quasi quotidiennes.

MAURITANIE

Kadhafi rencontre les protagonistes de la crise

Le dirigeant libyen et président de l'Union africaine (UA), Mouammar Kadhafi, a rencontré hier à Nouakchott, les protagonistes de la crise politique qui secoue la Mauritanie depuis le putsch du 6 août, a-t-on appris auprès des organisateurs. Cette rencontre, entamée à la mi-journée, se poursuivait à 14h30 (locales et GMT).

La discussion porterait sur un document cadre, préparé par la médiation libyenne, devant régir les futures négociations entre les parties, selon ces mêmes sources. Participent notamment à cette réunion à huis clos, dans une salle du Palais des congrès de Nouakchott, des représen-

tants de partis favorables et opposés au putsch ainsi que les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Le dirigeant libyen prononcera ensuite un discours au Palais des congrès devant les parlementaires et représentants de tous les partis politiques. Mardi soir, le

chef des médiateurs libyens, Ravie Al-Madani, s'était déclaré à l'AFP «optimiste» après une série de rencontres avec les différents protagonistes.

«Les discussions ont commencé depuis Tripoli, elles continuent à Nouakchott, il faut dire que nous sommes optimistes», disait-il sans les détailler. La junte a renversé le 6 août le premier président démocratiquement élu du pays Sidi Ould Cheikh Abdallah, qui refuse de discuter avec les putschistes et se considère comme le seul chef d'Etat

légitime. Le 5 février, l'UA avait décidé de prendre des sanctions ciblées contre les membres civils et militaires de la junte, comprenant notamment «une prohibition des déplacements des membres civils et militaires de la junte, le refus systématique des visas, le contrôle des comptes bancaires». Une élection présidentielle est prévue le 6 juin. Le chef de la junte, le général Mohamed Ould Abdel Aziz, n'a pas officiellement fait savoir s'il serait candidat, mais de nombreux observateurs lui prêtent cette intention.

CRIMINALITÉ

Les polices mondiales organisent à Monaco la traque des «Pink Panthers»

Les services de police de seize pays ont entamé mercredi à Monaco, à l'initiative d'Interpol, une réunion de travail de deux jours visant à coordonner leur lutte contre le gang international de voleurs de bijoux des «Pink Panthers». Des enquêteurs autrichiens, belges, français, espagnols, japonais, italiens serbes, monténégrins, suisses ou encore originaires des Emirats arabes unis doivent faire le point et échanger des informations sur cette organisation criminelle aux membres principalement issus des pays de l'ex-Yougoslavie et tous spécialisés dans le braquage à main armée de bijouteries de luxe.

«Le nombre important de délégations présentes à cette réunion montre qu'il faut maintenir la vigilance face à un groupe criminel aussi actif, pour poursuivre son démantèlement», a souligné à l'ouverture de la réunion Paul Masseron, conseiller monégasque de gouvernement pour l'Intérieur.

Il s'agit de la troisième réunion de ce type depuis juillet 2007 et la mise en place, à l'initiative de la direction de la sûreté publique monégasque, d'un groupe spécialement dédié à la traque des «Pink Panthers» au sein d'Interpol.

Monaco, mais également la Suisse, le Liechtenstein, les Pays-Bas, le Japon ou l'Angleterre comptent parmi les pays où sévit depuis une dizaine d'années cette bande à géométrie variable, dont le montant total des forfaits est estimé à quelque 110 millions d'euros pour 120 vols à main armée présumés.

Selon Emmanuel Leclaire, sous-directeur des organisations criminelles et des stupéfiants au secrétariat général d'Interpol, une trentaine de pays partagent désormais des informations policières dans le cadre du projet «Pink Panthers».

Cette coopération a permis de nombreuses identifications, parfois suivies d'arrestations en France, au Japon, à Monaco ou en Serbie, a souligné M. Leclaire. Deux membres présumés du gang, serbe et bosnien, ont été interpellés «en repérage» à Monaco en octobre 2008. Trois autres ressortissants serbes ont été condamnés en décembre par la cour d'assises de Savoie (est) à des peines allant de 6 à 15 ans de prison pour une série de braquages de bijouteries françaises.